

Les ministres des affaires étrangères de l'EAC en mission de paix a Burundi

APA, 25-06-2010 Bujumbura (Burundi) - Les ministres des relations extérieures des pays membres de la Communauté Est Africaine, (CEA) s'ajournent au Burundi depuis jeudi, pour rencontrer les différents acteurs des élections au Burundi afin de leur livrer le message des Chefs d'Etat de la CEA en rapport avec le différend qui les oppose après les élections communales du 24 mai dernier. Après une rencontre avec la CENI, le chef de l'Etat burundais et les représentants des douze partis contestataires des élections regroupés au sein de l'Alliance Démocratique pour le Changement (ADC), la délégation de la CEA conduite par le ministre Tanzanien des Relations extérieures a indiqué que l'organisation sous-régionale soutient les élections au Burundi et partage le choix exprimé par les Burundais lors des élections communales et demandent que les partis contestataires se retrouvent dans la bonne conduite du processus électoral.

« Il n'y a pas de démocratie parfaite, partout dans le monde les erreurs et les irrégularités se manifestent dans les élections, mais cela n'implique pas que le processus électoral doit s'arrêter », a dit le chef de la délégation de la CEA. « Le processus électoral doit continuer, les élections communales sont terminées, nous demandons à l'opposition de retourner dans le processus et continuer le reste des élections » a-t-il dit, soulignant que « rien ne peut justifier le retour du Burundais dans la forêt suite à l'arrêt de la guerre, l'arrêt du processus constitue un danger pour le pays », a dit le chef de la délégation. « La CEA a besoin de la paix et la stabilité », a insisté le chef de la délégation. Le porte parole de l'ADC Léonard Nyangoma également président du CNDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie) contacté par APA pour savoir ce qu'il pense de ce message a indiqué qu'il existe une solidarité entre les Chefs d'Etat africains et que les pays de CEA n'ont pas de leçon de démocratie à donner au Burundi qui est ailleurs le quatrième pays africain où la démocratie est en avance ». Pour Nyangoma, il y a une population qui est exprimée par le biais des partis de l'ADC et qui doit être entendue. Il rejette en outre la banalisation des fraudes et irrégularités qui ont entouré les élections du 24 mai alors que c'est la loi qui a été violée et de conclure que l'ouverture au dialogue.